



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Budget : grand numéro de chantage à la dette

**Editorial des bulletins d'entreprises
du 15 septembre 2026**

Quand on rate sa carrière d'acteur, il reste toujours une place... au gouvernement. La rentrée à peine entamée, les tirades reprennent de plus belle. Objectif : faire passer pour une « nécessité » d'aller chercher 10 milliards dans les poches des travailleurs, en plus des 32 milliards déjà prévus.

Bart De Wever (N-VA) ressert son couplet habituel : « *tout le monde en sentira les conséquences* ». Faux. Ceux qu'ils veulent faire payer ce sont les travailleurs, allocataires, pensionnés. Réduire le déficit en réduisant les dépenses militaires ou les cadeaux fiscaux aux entreprises ? Hors du débat.

Quant à la taxe sur les plus-values, censée faire « *contribuer les épaules les plus larges* », elle ne touchera pas ou à peine les multimillionnaires et les milliardaires ... alors que l'État verse plus de 12 milliards aux riches par an rien que sous forme d'intérêts de la dette !

Voilà la réalité : les travailleurs paient et les capitalistes profitent. Chaque parti du gouvernement ment à sa manière pour tenter de faire accepter aux travailleurs de nouveaux sacrifices.

N-VA, MR et CD&V font croire que le patronat est au bord du

gouffre et qu'à l'inverse l'argent déborde dans les services publics.

Bouchez (MR) trouverait 17 milliards « *sans nouvelle taxe* », en coupant les services publics et « *les petites gares* ». Mahdi (CD&V) « *avalerait une ampoule entière* » plutôt que de toucher aux voitures de société.

Et vous dévalisez les coffres de l'État avec un complice à l'intérieur ?!



Leur souci n'est pas d'épargner des taxes aux travailleurs : c'est de préserver le grand patronat, dont ils reprennent jusqu'au goût pour l'exagération grotesque, imitant le patron des patrons Pieter Timmermans (FEB), selon qui « *la seule chose qu'on ne taxe pas encore en Belgique, c'est l'air qu'on respire* ».

Les Engagés et Vooruit jouent la carte du « *tout le monde doit contribuer* ». Prévôt (Les Engagés) assure que « *rien ne justifie qu'un euro issu du travail soit plus taxé qu'un euro gagné à la bourse* » ; Rousseau (Vooruit), que « *les gens ordinaires paient trop parce qu'un petit groupe paie trop peu* »... mais il tient à rester dans le gouverne-

ment flamand. Même le milliardaire Roland Duchâtelet déclare que « *beaucoup de personnes riches seraient d'accord de payer plus si la gestion de l'État était convenable* ». Le principe est facile à énoncer. Son application, il n'en a jamais été question !

Dans l'opposition, le PS tente de se refaire une santé électorale en critiquant l'Arizona... tout en rappelant au patronat qu'il sait lui rendre service. Di Rupo (PS) se targue d'avoir trouvé 11 milliards entre 2011 et 2014 via « *un tiers de rentrée [...], un tiers de maîtrise et un tiers de modification technique* ». Drôle de résumé de sa politique qui a consisté à geler les dépenses publiques, reculer l'âge des pensions, durcir l'accès aux allocations de chômage, etc.

En réalité, tant qu'une poignée de milliardaires possèdent et contrôlent les grandes entreprises, tous les partis au pouvoir leur servent la soupe. Et avec la crise, cela veut dire plus d'austérité, car les capitalistes exigent que les salaires et les dépenses sociales baissent au profit des cadeaux aux entreprises et de l'augmentation des budgets militaires.

Cette politique d'austérité, comme les guerres, sont la conséquence d'une crise économique de plus en plus profonde.

Au Moyen-Orient, le conflit a

repris et la guerre au Yémen menace désormais de bloquer le détroit de Bab-el-Mandeb.

Les distributeurs de pétrole et de gaz en profitent pour spéculer à la hausse sur les prix de l'énergie et les travailleurs se retrouvent pris en étau entre les politiques d'austérité, les licenciements et des prix toujours plus élevés.

Tout cela est un terreau pour l'extrême droite, qui gagne du terrain partout.

En Allemagne, le parti d'extrême droite AfD a obtenu 44%

lors des élections dans le land de Saxe-Anhalt, une région où les grands groupes industriels ont multiplié les annonces choc de fermetures d'usines et de licenciements par dizaines de milliers.

L'extrême-droite, comme le Vlaams Belang en Belgique, surfe sur la colère légitime des travailleurs mais n'a rien à leur offrir si ce n'est davantage de division entre belges et immigrés, flamands et wallons, au grand bonheur des capitalistes.

Le PTB affirme de son côté qu'il faut faire payer les riches,

critique les dépenses d'armement et les cadeaux aux entreprises. Mais comment y arriver ? Or, et d'autant plus en période de crise, aucune alliance gouvernementale même « à gauche » ne peut épargner les travailleurs sans s'opposer frontalement aux capitalistes.

Non : l'austérité, la crise, le racisme qui monte ne sont pas une fatalité. Mais pour s'y opposer, il faudra que la classe ouvrière défende ses intérêts et finisse par renverser ce capitalisme pourrissant.

Dans les entreprises

Grève chez Skeyes

Depuis le 16 septembre, les contrôleurs aériens de l'aéroport de Charleroi sont en grève chaque nuit à l'appel des syndicats. Ces derniers revendiquent une hausse des primes de nuit pour atteindre des montants comparables à celles versées par Skeyes aux contrôleurs de l'aéroport de Liège.

Pour tenter d'isoler les grévistes de Charleroi, la direction justifie les primes plus faibles à Charleroi en affirmant que le travail de nuit y serait moins intense qu'à Liège. On voit que ce ne sont pas les directeurs qui passent des nuits entières devant les écrans.

Les difficultés auxquelles les contrôleurs de Charleroi cherchent à faire face, c'est que les prix ne cessent de monter et que les salaires ne suffisent pas !

C'est pour cela qu'au-delà des primes qui peuvent être remises en question sous différents prétextes, ce sont des hausses de salaires importantes qui sont nécessaires, tant à Charleroi qu'à Liège.



Droit de grève menacé

En juin, les contrôleurs aériens de Skeyes s'étaient déjà mis en grève pour dénoncer la menace de restructuration liée au projet de centralisation des activités de contrôle aérien de Liège

et de Charleroi dans une nouvelle tour numérique à Namur.

Et ce mouvement n'était pas unique, ces dernières années, les contrôleurs aériens, mais aussi d'autres corps de métier du transport aérien, ont à plusieurs reprises fait grève pour dénoncer leurs conditions de travail et de rémunération.

Pour tenter d'affaiblir ces travailleurs, le ministre de la Mobilité, Crucke (Les Engagés), mène maintenant l'offensive contre leur droit de grève: il veut instaurer un service minimum dans le secteur aérien.

La situation dans le secteur du transport aérien n'est pas un cas isolé. Les attaques contre les grèves se multiplient dans tous les secteurs au moyen de réglementations, d'huissiers, de policiers et de « service minimum ».

L'État comme le patronat utilisent tous les moyens pour

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

tenter d'affaiblir les grèves car ils savent que la grève, c'est la force des travailleurs !

L'enfer carcéral

Début septembre, les gardiens de prison ont mené cinq jours de grève pour dénoncer la surpopulation carcérale et des conditions de travail devenues intenable.

Au déclenchement de la grève, près de 500 détenus dormaient déjà à même le sol ; ils seraient aujourd'hui plus de 540. Comme rien n'a été réglé, les syndicats ont annoncé une nouvelle grève pour le 25 septembre.

La surpopulation des prisons provoque des conditions de vie inhumaines et dégradantes pour les prisonniers et des situations impossibles pour les travailleurs des prisons.

Ce sont tensions entre détenus, promiscuité, manque d'intimité, d'hygiène, déclin de la santé des détenus, manque de suivi par les médecins, assistants sociaux et psychologues, difficultés d'organisation des visites familiales, des activités et formations, nombre de douches réduites, pose de matelas par terre, voire absence de matelas, manque de serviettes de bains, d'oreillers, de sous-vêtements, de pantalons ou de chaussures en bon état...

En Belgique, plus d'une personne sur 1.000 est en prison, en particulier les pauvres, les riches vont rarement en prison.

La prison est pourtant loin d'être la panacée pour lutter contre la petite délinquance.

Les jeunes délinquants sont isolés de la société et nouent des liens avec des mafieux et d'autres criminels. Aux Pays-Bas

les sanctions « sans prison » étaient encouragées il y a encore dix ans, cela diminuait de beaucoup la récidive.

Mais la construction et la maintenance de nouvelles prisons ouvrent des marchés juteux pour des entreprises comme Eiffage ou Invesis, et la surpopulation est un bon prétexte pour la construction de nouvelles prisons...



Volvo Gand : un « bel avenir » pour les actionnaires

La direction de Volvo a annoncé que l'usine de Gand ouvrirait sa production aux autres marques. Elle assure que l'usine est « redevenue compétitive » et qu'elle est « promise à un bel avenir ».

En réalité, voilà des mois que l'avenir des travailleurs est suspendu aux décisions d'une poignée d'actionnaires et de CEO de Volvo et du groupe chinois Geely, son principal actionnaire.

En mars dernier, on apprenait que deux modèles quitteraient peut-être Gand pour être produits en Slovaquie, faisant craindre une fermeture de Volvo Gand. Rapidement, la Région flamande a débloqué 119 millions d'euros pour « convaincre » Geely de

maintenir son activité à Gand.

Aujourd'hui, Volvo annonce qu'environ 60 % des capacités de l'usine seraient utilisées pour ses propres modèles, le reste pouvant servir à produire pour d'autres marques. C'est cela que la direction de Volvo appelle un « bel avenir ». Mais que se passera-t-il si aucun autre constructeur ne vient remplir les chaînes de Gand ?

Déjà, Benteler, un sous-traitant de Volvo qui emploie 48 personnes, a annoncé fermer en 2027 faute de commandes. Plasman, un autre sous-traitant qui emploie 300 personnes, risque aussi de fermer.

Et ce ne sont pas des entreprises sans argent. Volvo Cars et Geely ont encore engrangé d'importants bénéfices ces dernières années.

Mais dans l'automobile comme ailleurs, être rentable ne suffit jamais : il faut l'être toujours davantage. Les sites sont mis en concurrence, les productions déplacées et les emplois utilisés comme moyen de pression pour obtenir des aides publiques.

C'est sûr que dans ces conditions, les actionnaires sont promis à un « bel avenir ». Pour les travailleurs et leurs familles, l'avenir reste suspendu aux décisions d'une poignée d'ultra riches actionnaires.



Clarebout, les travailleurs jetés dehors

Début septembre, la direction du site de production de frites de Mouscron a renvoyé les près de 400 salariés chez eux (sans parler des sous-traitants), puis cadenassé les portes et positionné des vigiles, avant d'annoncer le lendemain la fermeture du site aux délégués syndicaux !

L'usine serait trop vieille et moins rentable que les autres du groupe. Et alors ?

Le groupe américain Simplot, qui a racheté Clarebout Potatoes en 2025, a fait 11 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2024 - il ne publie pas le montant de ses bénéfices.

Le rachat de Clarebout par Simplot en 2025, pour près de trois milliards, a fait de Jan Clarebout la nouvelle dixième fortune de Belgique.

Il est évident que le groupe a largement les moyens d'investir pour rénover l'entreprise et maintenir les emplois. Mais dans une période où la demande des produits de la pomme de terre serait inférieure à leurs prévisions, les actionnaires garantissent leurs profits sur le dos des salariés.

La direction de Clarebout dit elle-même qu'elle a renvoyé tous les travailleurs chez eux, craignant leur réaction.

Oui, c'est dans ce sens-là qu'il faut aller : se faire craindre par les patrons ! Et pas d'une usine seule, mais toute la filière, car les sous-traitants et d'autres sites sont menacés, et finalement tous les travailleurs.

Entre licenciements, travail précaire, retraites minables, chômage sous pression, on a tous

des problèmes semblables, qui nécessitent une lutte d'ensemble.

A partir de l'article du site LO France du 11/09/26



RTBF : patron neuf pour austérité permanente

Le gouvernement a nommé le nouvel administrateur général de la RTBF et sa mission est claire : couper dans les emplois et les budgets.

Un premier plan d'austérité frappe déjà le média public francophone depuis 2025.

Les budgets sont gelés et plus de 170 emplois devraient être supprimés d'ici 2028. Jacqueline Galant (MR), la ministre francophone des médias, veut par ailleurs imposer de nouvelles mesures d'austérité à l'occasion du futur contrat de gestion 2028-2032.

A la RTBF, l'anxiété règne parmi les travailleurs, en particulier chez les jeunes sous contrat précaires. Beaucoup se demandent où frapperont les coupes budgétaires, quels postes seront supprimés, quelles productions financées, et si l'entreprise ne finira pas par acheter presque tout le contenu qu'elle diffuse à des entreprises privées, plutôt que de les produire en interne.

Ce qui est certain, c'est que le sort que réserve la bourgeoisie et le gouvernement aux travailleurs de la RTBF est le même que celui qu'ils réservent aux cheminots, aux enseignants, aux travailleurs des hôpitaux, de la poste ou encore des CPAS.

Et que pour tous, le seul moyen de se défendre se trouve dans un mouvement de lutte large. Une lutte qui dépasse les limites d'une seule entreprise, et qui, en s'approfondissant, unisse les travailleurs d'un maximum de secteurs, du public comme du privé.

Le capitalisme tue

Sous le capitalisme, le travail rend malade physiquement, psychologiquement, amène à des blessures parfois graves... ou tue.

La semaine dernière au moins trois morts : le 14 septembre à Kraainem, un ouvrier de 48 ans après une chute d'échafaudage sur un chantier ; le 15 à Kortenen, un ouvrier de 57 ans a perdu la vie lorsqu'une partie d'un toit en béton s'est effondrée sur lui pendant des travaux de démolition ; le même jour à Comines-Warneton, un ouvrier de 38 ans du bâtiment est décédé sur un chantier de démolition, là aussi une partie de la structure s'est effondrée sur lui.



Combien d'autres cas sont passés sous silence ? Combien de travailleurs sans papiers meurent au travail ? Combien repartent blessés à vie ?

D'après les chiffres officiels de 2024, toujours largement sous-estimés, une personne décédait en Belgique au travail ou sur le chemin du travail tous les cinq jours.

Et huit travailleurs par jour ont eu un accident de travail considéré « très grave ». Un chiffre inférieur à la réalité, car de nombreux travailleurs sont encore en procès pour que leurs accidents soient reconnus comme tels.

Sans compter tous les ouvriers qui se blessent ou se tuent dans le travail au noir, sans assurance ni compensation.

Et quand on n'est pas dans un pays riche, c'est encore pire.

Au Soudan, le 16 septembre, au moins 82 mineurs sont morts dans l'effondrement d'une mine d'or dans la région du Kordofan. Un bilan qui ne tient pas compte des nombreux mineurs encore ensevelis sous les décombres.

Marx disait que le capitalisme est venu au monde « *en suant le sang et la boue par tous les pores* ». Il continuera tant qu'il n'aura pas été renversé.

Manifestation des enseignants à Liège

À Liège, plus de 10.000 personnes se sont mobilisées le 10 septembre. Elles entendaient continuer à dénoncer les mesures d'austérité votées par le gouvernement en juin passé. Le cortège a rassemblé des enseignants venus de toutes les villes wallonnes et de Bruxelles, ainsi que des jeunes et des parents venus soutenir le mouvement.

L'ambiance dans le cortège était très bonne et propice à la discussion grâce à l'absence de camion sono syndical tonitruant, de pétards et sifflets. La contestation concernait les suppressions de postes, l'augmentation de la charge horaire et les enseignants contraints de multiplier

les établissements pour compléter leur horaire.

Mais dans les discussions et sur les pancartes, on pouvait aussi constater une véritable inquiétude concernant l'avenir des jeunes. Les mesures du gouvernement visent tous les niveaux scolaires, de la réduction des subsides destinés aux repas scolaires à la hausse du minerval à 1.200 euros dans l'enseignement supérieur.

Le PS était assez visible dans la manifestation. Sous couvert de lutte contre l'Arizona, il essaie sans doute de faire oublier que d'Onkelinx à Désir en passant par Arena, il a fait plus que sa part de coupes budgétaires dans l'enseignement !

Dans l'enseignement comme ailleurs, les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes !



Témoignage d'une travailleuse du centre de tri H&M à Ghlin

Cela faisait environ 15 ans que je travaillais dans le centre de tri de H&M, en commençant par une année d'intérim. Mon service s'appelait le picking, je préparais les commandes pour les différents magasins.

Notre rythme de travail était très soutenu : on devait récupérer au minimum 250 pièces par heure dans un immense entre-

pôt.

Nous ne connaissions jamais nos tâches le matin, elles arrivaient au fur et à mesure de la journée à travers un terminal d'où une employée nous communiquait ce qu'on devait récupérer.

Entre nous, on parlait des « très beaux dossiers », c'étaient ceux avec beaucoup de pièces

dans la même zone de l'entrepôt. Évidemment, il n'y en avait pas souvent. En général, on marchait entre 12.000 et 15.000 pas par jour avec des chariots pouvant porter jusqu'à 80 kg.

Ce travail était très physique. De nombreux collègues avaient des problèmes de santé : canal carpien, maux de dos, et j'en passe.

On nous demandait d'atteindre 99% des commandes chaque jour. Quand on n'y arrivait pas, un responsable venait nous trouver pour nous mettre la pression. Il nous faisait comprendre qu'il fallait se ressaisir et qu'on ne pouvait pas faire rentrer des problèmes personnels dans les murs de l'entreprise.

Heureusement, l'ambiance était sympa dans l'équipe même si on avait chacun nos petits groupes. On était une centaine quand j'ai commencé et 450 avant la fermeture.

Dans l'équipe, il y avait les « machines de guerre », ceux-là ne vivaient que pour H&M et servaient de base pour les cadences. Ils allaient si vite que c'était quasiment impossible pour nous de les suivre, mais on était contraint de le faire par les chefs.

On a quand même essayé de réguler les cadences en organisant des réunions avec le syndicat. On voulait bouger les cartons qui étaient les plus proches du sol car ils nous blessaient le dos. Une fois que ça a été mis en place, la direction les a remis petit-à-petit jusqu'à ce que ça redevenue comme avant.

L'entrepôt a fermé cette année. On nous a appris la nouvelle sur un temps de midi : deux grosses voitures sont arrivées, ça ne sentait pas bon. Une supérieure de l'entreprise est venue et nous a annoncé que l'usine fermait, qu'on rentrait dans le cadre de la Loi « Renault » et qu'on allait devoir travailler jusqu'à septembre.

La direction nous disait que nos salaires belges étaient trop chers par rapport aux prix des vêtements. Ils parlaient de délocaliser l'entrepôt en Espagne, là où les salaires sont moins chers.

C'était clairement des mensonges car on savait que les bénéfices que faisait l'entreprise sur notre dos étaient très élevés.



Évidemment, personne n'avait plus le moral pour continuer le travail et tout le monde est rentré chez lui cet après-midi là. Pourtant, le lendemain, tout le monde est revenu comme si rien ne s'était passé.

Un directeur, spécialisé dans la fermeture d'entreprises, nous faisait miroiter que si on travaillait bien, on pourrait convaincre la direction de nous garder. Le syndicat a cru ces promesses mais c'était juste une technique pour nous faire fermer l'entreprise le plus vite possible. Quand on s'en est rendu compte, le syndicat a mis en place une « opération escargot » et puis a organisé le travail en demi-journées pour mettre la pression à la direction.

Quelques semaines plus tard, la grève a commencé car la direction voulait organiser des soldes plus tôt que prévu, ça voulait dire plus de travail pour nous. Le lundi, le syndicat a fermé les grilles, sans nous demander notre avis. Nous étions tout de même contents de faire grève car on voulait se battre contre ce qui nous arrivait. On espérait vraiment conserver nos emplois. On a donc fait une semaine de grève mais le vendredi, les syndi-

cats ont eu une réunion avec la direction et ont déclaré que le travail reprendrait le lundi suivant.

Avec des collègues, on a eu l'impression que le syndicat faisait la grève à notre place.

Nous, on voulait continuer et avec quelques-uns, on souhaitait bloquer les magasins qu'on fournissait. Un délégué syndical est venu nous mettre la pression en nous disant qu'on risquait de perdre la prime de fermeture. Ils nous menaçaient aussi de ne pas recevoir la prime extra-légale si on ne respectait pas les objectifs de l'entreprise. Les syndicats nous ont donc conseillé de reprendre totalement le travail.

Je fais partie de la première vague de licenciés, avec environ 130 collègues. Aujourd'hui, il reste une centaine de personnes mais l'ambiance s'est fortement dégradée. Je me rends bien compte des bénéfices qu'on a engrangés pour H&M.

On a quitté l'entreprise sans se battre. Beaucoup sont reconnaissants d'avoir reçu une prime de départ mais selon moi, au vu de notre travail et de notre santé abîmée, on aurait dû repartir avec beaucoup plus.

Je continue de voir quelques collègues, dont certains dans la cellule de reconversion. On est d'avis que l'argent qu'on n'a pas récupéré est parti dans les poches des patrons. Certains disent maintenant que sans les ouvriers, H&M n'aurait rien. Je pense que même sans combat, on peut être fier d'avoir fait notre boulot et de sortir la tête haute.

le 23/08/2026

Offensive patronale

Un an et demi d'austérité et de mesures anti-ouvrières n'ont pas assouvi l'insatiable appétit des exploiters. Par l'intermédiaire de Pieter Timmermans, le CEO de la Fédération des Entreprises de Belgique (la principale organisation patronale du pays), la bourgeoisie a fait connaître ses nouvelles exigences.

En guise de programme, elle a publié son « plan de croissance » : une série de mesures pro-patronales anti ouvrières, que le gouvernement pourrait adopter au plus tôt avec « *trois mois de courage politique* ».

D'après la FEB, ces mesures devraient être « *accueillies favorablement par les agences de notation* », ce qui suffit à mesurer l'ampleur de la menace qui pèse sur la population, et en premier chef sur la classe ouvrière.

Mais à quoi servent toutes ces coupes budgétaires ? ...



Le patronat résume son programme pour la fin de l'année en dix points.

Premièrement, réduire les salaires par une réforme de la loi sur les salaires et du mécanisme de l'indexation.

Deuxièmement, aucune nouvelle taxe imposée aux capitalistes et aux entreprises ; ré-

duction du déficit de l'Etat entièrement payée par la population.

Troisièmement, une politique fiscale pour drainer l'épargne de la petite bourgeoisie vers les marchés financiers et le financement des entreprises.

Quatrièmement, détricoter, notamment, de récentes directives qui visent à contraindre les entreprises à plus de transparence salariale.

Cinquièmement, limiter la portée de certaines directives européennes concernant l'écologie et les (prétendus) « droits humains », lors de leur transposition dans le droit belge.

Sixièmement, poursuivre la précarisation du marché du travail. Annualisation du temps de travail sans obligation d'enregistrement du temps de travail ; nouvelles mesures pour faciliter les licenciements.

Septièmement, gel des embauches dans la fonction publique et viser à y supprimer massivement des emplois. A terme, création dans le secteur public « d'un vivier de travailleurs flexible et mobilisable selon les besoins »

Huitièmement, maintien des cadeaux aux entreprises qualifiées de « poules aux œufs d'or », notamment les subsides pour la recherche et le développement.

Neuvièmement, augmenter la pression pour le « retour au travail » des malades, et « des personnes âgées et issues de l'immigration ».

Dixièmement, appliquer au plus vite la loi votée par le gouvernement il y a quelques mois (la prétendue « norme énergétique ») qui doit assurer une ré-

duction tarifaire et des subsides pour les factures d'énergies pour la grande industrie.



La réalité du rapport de force

La violence du « plan de croissance » de la FEB montre que la bourgeoisie compte profiter de la faiblesse des mobilisations qui se sont succédées depuis le début de la législature, compte tenu de l'ampleur des attaques.

La servilité avec laquelle les directions syndicales ont tout fait pour disperser les luttes et éparpiller les grèves et les manifestations, convainc la bourgeoisie qu'elle peut laisser libre cours à ses ambitions ! Tant que les travailleurs se limiteront aux mots d'ordre syndicaux, le patronat se sentira fort !

Ainsi, contrairement au PTB et aux bureaucrates syndicaux qui crient victoire quand des reculs ne sont que retardés, le programme de la FEB, lui, ne ment pas !

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se faire des illusions sur l'état réel du rapport de force.

Pour devenir plus fort et reprendre confiance dans la capacité de défendre ses conditions de vie et de travail par la lutte collective, il n'y a pas d'autre choix

que de préparer dès à présent les luttes futures !

Ne pas se laisser limiter par les directions syndicales !

Alors que le patronat avance une offensive claire et méthodique ; alors que le gouvernement De Wever (N-VA) annonce avec zèle vouloir ponctionner 10 milliards d'euros supplémentaires sur la population ; alors que Bouchez et l'économiste Bruno Colmant se sentent suffisamment à l'aise pour discuter dans la presse de supprimer 150.000 à 200.000 emplois dans la fonction publique - que proposent aujourd'hui les dirigeants syndicaux ?

Au-delà de la manifestation du 9 octobre, la direction de la FGTB se limite à menacer d'une journée de « grève générale » le 23/11 si le gouvernement ne renonce pas à trois « lignes rouges » : une attaque « unilatérale » (c'est-à-dire sans consultation des syndicats et contreparties cosmétiques) de l'indexation, la hausse de la TVA et à l'annualisation du temps de travail. La CSC, quant à elle, déclare vouloir attendre l'évolution des travaux budgétaires.

Mais pourquoi attendre ? Suspendre la grève à la décision du gouvernement, c'est renoncer à mobiliser les travailleurs ! Ce serait pourtant nécessaire pour que cette grève soit autre chose qu'une énième journée sans lendemain !

Les grèves et des manifestations sans lendemain, ne cherchent qu'à dissiper la colère pour éviter qu'elle ne déborde.

Alors, bien sûr, il faudra participer à cette journée de grève, si elle a lieu, pour ne pas donner l'occasion aux dirigeants syndi-

caux de dire : « voyez, les travailleurs ne suivent même pas pour une journée... alors une lutte plus longue vous rêvez ! »

Mais il ne faudra pas « suivre » les directions syndicales, mais décider nous-mêmes, à la base, entre travailleurs, des grèves, de leur durée et des revendications.

Car les luttes qui permettront aux travailleurs de gagner la force de faire reculer le patronat et le gouvernement ne peuvent venir que des travailleurs eux-mêmes !

Fausse indexation

Dans la liste des mesures d'austérité imposées par le gouvernement fédéral, il y a le plafonnement de l'indexation, appliqué deux fois durant la législature : en 2026 et en 2028.



Pour la première fois, fin septembre, ce plafonnement sera appliqué — alors que le prix des carburants flambe, le diesel atteignant près de 2,5 €/l, et que certains doivent déboursier plusieurs centaines d'euros par mois pour se déplacer !

Cette loi limite l'indexation des salaires aux premiers 4.000 € bruts, et celle des allocations sociales aux premiers 2.000 €

bruts. Les allocations sociales, ça comprend le chômage, les indemnités d'incapacité de travail, les allocations familiales et les pensions - ceux qui sont les plus précaires !

L'indexation prévue est de 2%, ce qui signifie une augmentation maximale de 40 € pour les allocations sociales et de 80€ pour les salaires. Loin de l'augmentation réelle des prix !

L'indexation était déjà bien insuffisante. Entre le décalage temporel et le bricolage des calculs — comme le retrait du prix du tabac, de l'alcool et surtout des carburants du calcul de l'inflation — elle ne reflétait pas la réalité.

Cela fait des années que le patronat réduit l'indexation. Et ce plafonnement ne leur suffit pas. Les prochaines offensives sont déjà en préparation : le gouvernement discute d'imposer jusqu'à quatre indexations plafonnées sur la législation.

On n'aura pas d'autres choix que de se défendre !

À chacun son bouc émissaire

Les ministres fédéraux cherchent à imposer dix milliards d'euros d'austérité supplémentaires à la population. Soi-disant pour « combler le déficit budgétaire ». En réalité, il s'agit de financer les milliards d'euros de cadeaux aux patrons, les investissements militaires et le remboursement de la dette aux banques et aux fonds d'investissement.

Ces mesures vont toucher durement la population. Alors, pour détourner la colère, les politiciens cherchent des boucs émissaires.

Le MR fait dans la démagogie raciste la plus crasse.

Georges-Louis Bouchez est allé se promener dans les quartiers autour de la gare du Nord, là où la misère, le trafic de drogue, la prostitution et les violences de gangs sont particulièrement présents, et où les habitants sont largement abandonnés à eux-mêmes.

Et il désigne les migrants sans papiers comme responsables des problèmes du quartier. C'est particulièrement odieux dans un contexte où l'État contraint des milliers de sans-papiers à vivre à la rue, tout en leur refusant la possibilité de travailler légalement.

Pour Sammy Mahdi (CD&V), il faut s'en prendre aux chômeurs. Alors que des milliers de personnes vont déjà perdre leurs allocations avec la limitation du chômage dans le temps, il propose maintenant d'arrêter d'indexer les allocations de chômage.

Bart De Wever, lui, souhaite « une nouvelle réforme institutionnelle ». Entendez : aggraver l'austérité dans les Communautés et Régions et rejeter la responsabilité de la « mauvaise gestion » sur les francophones.

Le ministre de la Santé Frank Vandenbroucke (Vooruit) impose de son côté des mesures toujours plus dures aux malades de longue durée.

Les contrôles et les sanctions se multiplient, les certificats médicaux des médecins traitants peuvent être remis en cause par le médecin-conseil, et l'État cherche à réduire le nombre d'arrêts maladie prescrits par les médecins. Tout cela alors que les délais pour consulter certains spécialistes peuvent durer plusieurs mois.

L'objectif est de pousser davantage de malades à accepter

n'importe quel emploi mal payé ou à les plonger dans la misère en les excluant de toute aide sociale.

Mais ce ne sont ni les immigrés, ni les chômeurs, ni les Francophones ou les Flamands, ni les malades de longue durée qui sont responsables de la crise.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service cherchent à diviser les travailleurs et toute la population pour masquer leurs propres responsabilités.

Exclus du chômage mais toujours sans emploi

« *Le monitoring confirme la réussite de ma réforme* », se félicite David Clarinval. Le ministre de l'Emploi affirme qu'une personne sur trois concernée par les exclusions d'avril aurait retrouvé du travail.



Mais le tableau complet est très loin de ce que son affirmation sous-entend. Depuis janvier, près de 100.000 personnes ont perdu leur droit au chômage ou aux allocations d'insertion. Parmi elles, seulement 13,5 % avaient un emploi salarié le mois suivant, tandis que 44 %, ont basculé vers le revenu d'intégration du CPAS. Et les autres n'ont plus eu de revenu du tout.

À Bruxelles, le nombre de chômeurs indemnisés chute,

mais le nombre de personnes sans emploi augmente : en mars, plus de 94.000 demandeurs d'emploi étaient inscrits chez Actiris, 4,7 % de plus qu'un an auparavant.

Et au total en Belgique le taux d'emploi n'augmente pas. Malgré les dizaines de milliers d'exclusions, il est resté à 72,8 % aux premier et deuxième trimestres 2026.

Supprimer les allocations ne crée pas mécaniquement des emplois, loin de là ! Cela transforme un chômeur indemnisé en bénéficiaire du CPAS, en travailleur précaire... ou simplement en personne sans revenu.

Et cet appauvrissement du monde du travail permet au patronat d'imposer des emplois avec des salaires plus faibles et des conditions de travail plus difficiles, ce qui impacte l'ensemble des travailleurs.

Cour constitutionnelle, du côté du gouvernement

La Cour constitutionnelle a largement validé la réforme du chômage, qui a déjà exclu 100.000 chômeurs de leurs droits et continuera à provoquer des dizaines de milliers d'exclusions. Les syndicats, en contribuant à entretenir des illusions, et plusieurs associations peut-être naïves, avaient déposé de nombreux recours contre la réforme, au motif que celle-ci violait le « pacte social belge ».

En réalité, que pouvait-on attendre de cette Cour composée d'anciens politiciens et de juristes bien établis qui ont bien plus à cœur la défense de l'ordre social existant que les intérêts des travailleurs ? Rien !

Un recours en justice peut parfois permettre de ralentir ou d'annuler certaines mesures particulièrement choquantes, mais il ne permet pas de se défendre sérieusement contre les régressions sociales imposées par la bourgeoisie. Pour défendre nos intérêts, il faut construire un rapport de force contre les capitalistes et les gouvernements à leur service.

« Responsabiliser » les mutuelles... contre les malades

Le gouvernement a retenu l'an passé un montant record, près de 15 millions d'euros, sur les versements aux mutuelles.

Depuis 2022, une partie du financement des mutuelles est subordonnée à des critères de « performance », notamment leur capacité à contrôler les malades et à les remettre au travail. Le ministre Frank Vandenbroucke (Vooruit) souhaite qu'à terme, la part du financement liée à ces critères de performance atteigne 40 % du financement des mutuelles.

Le financement moindre des mutuelles ne manquera pas de peser sur leurs employés et sur leurs affiliés. Surtout, l'objectif du gouvernement est de transformer toujours davantage les mutuelles en agents de la chasse aux malades de longue durée.

Treize étudiants de Gaza instrumentalisés

Treize étudiants et chercheurs de Gaza ont obtenu une bourse pour venir étudier dans des universités belges. Pourtant, ils restent bloqués à Gaza.

Pourquoi ? Parce que la ministre de l'Asile et de la Migration, Anneleen Van Bossuyt (N-VA), les utilise comme monnaie d'échange pour faire passer sa politique migratoire odieuse. La N-VA a lié leur dossier à un accord sur le renvoi de migrants « en situation irrégulière » vers l'Afghanistan et sur la création de centres de retour en dehors de l'Union européenne !



Pour tenter de se justifier, Van Bossuyt agite la menace d'un « effet domino » : ces treize étudiants pourraient un jour demander l'asile ou le regroupement familial et, demain, d'autres personnes fuyant d'autres guerres pourraient réclamer le même traitement.

Oui : des Gazaouis sous les bombes pourraient vouloir quitter leur pays détruit par les bombes ! Mais les Gazaouis comme tous les autres migrants ne sont une « menace » que pour Van Bossuyt, la N-VA et leur racisme infect.

Les migrants sont des travailleurs qui contribuent comme ouvriers, infirmières, agents de nettoyage, ingénieurs, à faire tourner l'ensemble de cette société. Ils ont les mêmes intérêts que l'ensemble du monde du tra-

vail et sont des alliés pour la lutte. A bas les frontières et le racisme !

Racisme : produit pourri du capitalisme

L'ancien vice-recteur de l'UGent Freddy Mortier a tenté, lors d'une cérémonie de remise de diplômes, de justifier les recherches racistes de Nathan Cofnas. Il a déclaré : « *L'affirmation selon laquelle il existe des différences génétiques héréditaires entre groupes de couleur de peau en matière d'intelligence – je n'ai aucune sympathie pour cette thèse, loin de là – est parfaitement compréhensible. Elle a du sens. Il n'a jamais été démontré que cette affirmation était fausse.* »

Ces propos sont révoltants. De nombreux étudiants l'ont montré en quittant la salle.

D'abord, en science, le fait qu'on n'ait pas réussi à prouver qu'une affirmation est fausse ne veut évidemment pas dire qu'elle est vraie. Laisser croire le contraire est mentir effrontément.

Aucun test ne permet de mesurer l'intelligence humaine. Les peuples des forêts, des savanes ou des déserts, qui se transmettent, sans écriture, de génération en génération, une intelligence de la nature, de la terre, de l'eau et du ciel, rivalisent largement avec notre capacité de vivre dans la jungle urbaine.

Rien ne permet de montrer que les différences observées dans certains tests d'intelligence entre groupes humains seraient dues à des différences génétiques entre ces groupes. Les résultats dépendent fortement de l'environnement, de l'éducation,

du revenu, de la santé et des conditions de vie.

Plus fondamentalement, le retour de ces vieilles théories racistes ne tombe pas du ciel. Le racisme n'est pas simplement le résultat d'un manque d'éducation. Des universitaires comme Cofnas peuvent très bien défendre ces soi-disant « idées ».

Le racisme a servi à justifier une oppression plus brutale des populations non européennes, à justifier l'esclavage. Il sert aujourd'hui à diviser les travailleurs entre eux, notamment selon leur couleur de peau.



Le développement du racisme moderne est étroitement lié à la colonisation des Amériques par les puissances européennes.

Pour justifier le pillage du continent, le massacre et le travail forcé des populations amérindiennes et l'esclavage de dizaines de millions d'Africains dans les plantations, les classes dominantes européennes ont peu à peu développé l'idée d'une prétendue supériorité de l'homme blanc. Et en plus l'église catholique affirmait que les blancs avaient une âme contrairement aux peuples africains noirs !

Cette idée permettait aussi de diviser les exploités entre eux. Travailleurs européens pauvres, populations amérindiennes et

esclaves africains vivaient tous sous la domination d'une petite classe de grands propriétaires. Il fallait éviter qu'ils se révoltent ensemble.

La hiérarchie raciale tentait de faire croire aux Blancs pauvres : vous êtes exploités, vous n'avez presque rien, mais au moins vous êtes « supérieurs » aux autres.

Le racisme s'est encore renforcé avec la colonisation de l'Afrique à la fin du XIXe siècle.

Dans les universités, des pseudo-scientifiques ont tenté de classer les êtres humains en différentes « races » et de « démontrer » la prétendue « supériorité de l'homme blanc » notamment par la forme et la taille de la tête. Cela permettait ensuite de présenter la colonisation et son lot de massacre comme une « œuvre civilisatrice » des puissances européennes.

Pourtant, l'idée de diviser l'humanité en quelques « races » biologiques bien séparées ne tient pas la route. Il existe bien des différences génétiques entre populations.

Mais il existe surtout un immense continuum entre elles. Les populations humaines se sont toujours déplacées, rencontrées et mélangées. Et une très grande partie de la diversité génétique se retrouve au sein même de chaque population. Par exemple, les groupes sanguins A, B, AB et O se retrouvent dans toutes les populations du globe.

Malgré le fait qu'il est depuis longtemps démontré que cela n'a pas de sens de classer les êtres humains en prétendues « races » plus ou moins « intelligentes », le racisme revient aujourd'hui en force dans un capitalisme en crise.

Alors que l'humanité n'a jamais disposé d'autant de connaissances et que les populations n'ont jamais été aussi mélangées, il se trouve encore des universitaires pour fournir aux capitalistes des arguments sortis des poubelles pour préserver leur pouvoir et détourner la colère sociale vers d'autres travailleurs.



La folie du capitalisme !

Les compagnies pétrolières continuent leur racket mondial en spéculant sur le prix du pétrole. Le diesel dépasse les 2,4€/l et certains évoquent déjà un prix qui pourrait atteindre 3€/l !

Avant cette flambée des prix, pour de nombreux travailleurs, c'était déjà 300 € par mois rien que pour aller travailler. Et certains qui dormaient la nuit sur le parking de leur entreprise pour ne pas payer le trajet ! Ce sera quoi la suite ? !

Tout le monde s'appauvrit pour remplir les caisses déjà pleines de Total, Chevron, Exxon-Mobil et consorts.

Certains demandent de réduire les accises et taxes sur les carburants qui représentent plus de la moitié du prix à la pompe. Pourquoi pas, mais ce que l'État perdra à la pompe, il cherchera à

le récupérer autrement.

La solution c'est de faire payer ceux qui font des profits, encore plus importants avec la spéculation.

C'est pour cela que les salaires et les allocations doivent augmenter pour suivre l'évolution des prix, jour après jour s'il le faut. Les travailleurs n'ont pas à payer la folie du capitalisme !

Préparer les esprits à la guerre

« La Pologne se prépare », « l'escalade pourrait toucher la Pologne », « drones russes en Belgique », « attaque hybride »...

Depuis plusieurs semaines, les déclarations des responsables politiques et les articles de presse belges et européens reviennent en force pour agiter « la menace russe » !

Les événements sur lesquels ils s'appuient sont parfois bien réels. Début août, un drone chargé d'explosifs a bien été découvert à l'aéroport de Leipzig, à proximité d'avions-cargos ukrainiens. Le gouvernement allemand a attribué cette opération à la Russie. Le matériel serait

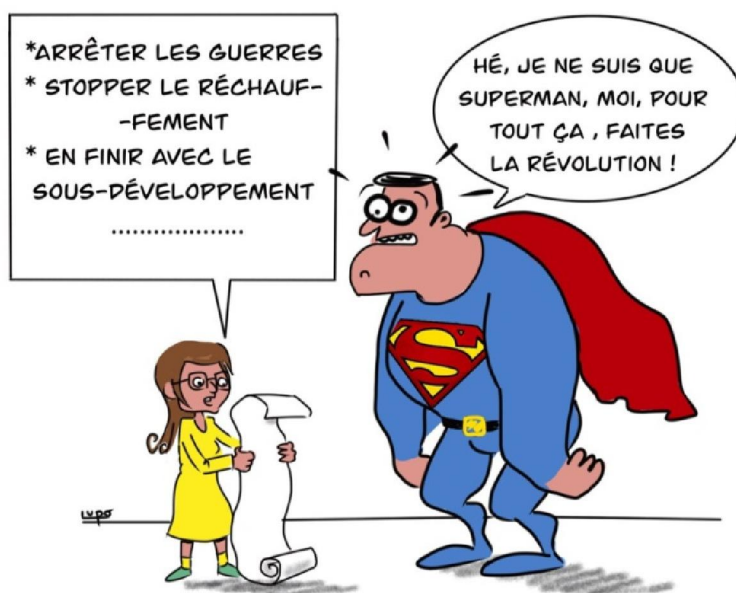
russe, mais ce n'est pas une preuve suffisante.

Quelques jours plus tard, un drone russe frappait en Ukraine un train à destination de Varsovie, à proximité de la frontière polonaise. Le Premier ministre Donald Tusk déclarait alors que l'escalade russe pourrait « toucher » la Pologne.

Dans ces déclarations, il est difficile de savoir ce qui relève de la vérité, de l'exagération ou du mensonge. Lors de l'affaire des drones russes de l'automne dernier en Belgique, les médias avaient adopté un langage alarmant : des « drones russes » au-

raient survolé des bases militaires et l'aéroport de Zaventem. Six mois plus tard, la VRT dévoile le mensonge. Il n'y a aucune preuve de l'existence de ces drones !

Cela ne signifie évidemment pas que toutes les accusations concernant la Russie seraient fausses. Mais dans une période où toute la société marche vers la guerre, les dirigeants sont prêts à tous les mensonges pour justifier leurs politiques de réarmement et leur propagande nationaliste.



Actualité locale - Liège

Tram de Liège : facture publique, profits privés

La Cour des comptes vient de présenter son rapport sur la gestion du tram de Liège. La facture atteint aujourd'hui au moins 1,3 milliard d'euros, bien au-delà des premières estimations. En 2008, le coût global du projet était encore évalué entre 700 et 900 millions d'euros, puis autour

d'un milliard. Et cela concernait une ligne plus longue que celle finalement construite.

Prévu pour 2017, le tram n'a finalement été mis en service qu'en avril 2025. Retards, changements de plans, extensions abandonnées et marchés modifiés ont fait exploser les coûts.

Mais cet argent n'a pas simplement « disparu ». Il a alimenté des contrats privés toujours plus coûteux. Le principal marché a été confié à Tram'Ardent,

un consortium réunissant notamment Colas, CAF et DIF. En cours de chantier, près de 80 millions d'euros supplémentaires ont été ajoutés au contrat, auxquels s'est ajoutée une avance de 35 millions. Et malgré les retards et les manquements, certaines pénalités prévues contre le consortium ont été supprimées ou non appliquées.

Autour du chantier, la même mécanique s'est répétée. Les marchés d'assistance ont plus

que triplé, passant d'environ 15 à près de 50 millions d'euros. Le seul marché d'assistance technique de Liège-Tram a presque quadruplé. Et les extensions finalement abandonnées vers Hers-tal et Seraing ont déjà englouti près de 32 millions d'euros, avant même que toutes les indemnisa-tions soient fixées.

Le tram de Liège montre comment des besoins collectifs indispensables sont utilisés pour engraisser le patronat, tandis que les travailleurs paient la fac-ture.

Payer pour travailler !

À Liège, dans les quartiers des Guillemins et d'Outremeuse, 3.000 places de parking actuelle-ment gratuites deviendront payantes à partir de novembre.

Pour de nombreux tra-vailleurs qui ne sont pas domici-liés à Liège, il était encore possible de trouver une place gratuite pour se rendre au tra-vail. Désormais, ils devront payer leur stationnement durant leur journée de travail, mais un abon-nement annuel, c'est 600€ pour

ceux qui ne sont pas domiciliés dans la ville !

Cette mesure, c'est une fa-çon de plus d'aller chercher de l'argent dans les poches des tra-vailleurs pour financer l'austéri-té.



International

Bab el-Mandeb : la guerre s'étend

Les 10 et 11 septembre, les Houthis se sont emparés du port de Mokha, sur la mer Rouge, puis de l'île de Mayyun, située en plein cœur du détroit de Bab el-Mandeb. Ils contrôlent désor-mais des positions permettant de menacer l'une des principales voies maritimes reliant l'Asie à l'Europe par le canal de Suez.

Ce détroit est d'autant plus

stratégique que la guerre entre les États-Unis et l'Iran a déjà for-tement perturbé le passage par Ormuz. Bab el-Mandeb était jus-tement devenu une voie essen-tielle pour contourner ces perturbations.

Désormais, les deux grandes routes maritimes situées de chaque côté de la péninsule ara-bique sont prises dans la même escalade militaire.

Et ce nouveau front ne tombe pas du ciel. Ces derniers mois, les affrontements se sont

multipliés bien au-delà des fron-tières iraniennes. Fin juillet, l'Iran accusait l'Ukraine d'avoir frappé l'un de ses navires en mer Cas-pienne. Dans le même temps, des frappes touchaient des inté-rêts américains en Égypte, un avion de chasse italien sur une base militaire en Arabie saoudite, tandis que missiles iraniens, bombardements américains et saoudiens et attaques de groupes alliés de Téhéran se ré-pondaient à travers la région.

Aujourd'hui, la guerre au Yé-men ajoute encore un territoire à cette chaîne de confrontations.

Dans la région, les popula-tions paient la guerre par les morts, les bombardements et l'exil, tandis qu'ailleurs, les tra-vailleurs paient à travers la hausse du prix de l'énergie et des marchandises.

Chaque nouveau front, chaque nouvelle attaque et chaque nouvel armement pré-parent les conditions de l'esca-lade suivante, menaçant de généraliser encore davantage la guerre.



Corée du Sud : mourir pour le détroit d'Ormuz ?

Le gouvernement sud-coréen s'apprête à envoyer des soldats dans le détroit d'Ormuz. À l'initiative du président du parti démocrate, Lee Jae-myung, qui s'est présenté comme le rempart face à l'ancien président qui avait tenté un coup d'État en décembre 2024.



Bombardements au Yemen

Officiellement il ne s'agit, pour l'instant, que d'envoyer des avions patrouilleurs maritimes, des équipes de déminage ou des navires de ravitaillement. Mais en matière de guerre, la façon dont elle commence ne dit jamais comment elle va finir.

Sur ce sujet, voici des extraits de l'éditorial daté du 9 septembre des bulletins d'entreprise de nos camarades sud-coréens du groupe de Séoul Nodeongja Tujaeng (Lutte ouvrière):

[...]Lors de la guerre d'agression américaine au Vietnam, la Corée du Sud avait également commencé par un « soutien non combattant », avant d'envoyer des unités de combat, ce qui avait finalement coûté la vie à plus de 5 000 jeunes Coréens. Lors du déploiement en Irak en 2003, ce sont d'abord des « soldats non combattants » qui ont été envoyés. L'envoi de troupes non combattantes a toujours

constitué la première étape menant à l'envoi de troupes de combat. [...]

Ces derniers temps, les États-Unis ont considérablement intensifié leurs pressions sur la Corée du Sud, tant sur le plan militaire qu'économique. Trump a réitéré ses demandes de déploiement dans le détroit d'Ormuz et a même indirectement exigé que la Corée du Sud vende à l'Ukraine son missile intercepteur national Cheongung-2. De

plus, le secrétaire américain au Commerce a menacé Samsung Electronics et SK Hynix, leur déclarant : « Si vous ne produisez pas aux États-Unis, préparez-vous à

payer des droits de douane. » En novembre dernier, les États-Unis avaient déjà contraint la Corée du Sud à investir 350 milliards de dollars sous la menace ; aujourd'hui, ils lui présentent une nouvelle facture. [...]

Pour autant, il ne faut pas considérer le gouvernement de Lee Jae-myung comme une simple victime des pressions de l'impérialisme américain. Si la pression américaine en faveur d'un déploiement de troupes constitue le contexte direct, ce gouvernement veut lui aussi s'impliquer dans la guerre d'agression américaine au profit de la classe capitaliste sud-coréenne. Il s'agit de garantir un approvisionnement stable en pétrole brut et en matières premières via le détroit d'Ormuz afin d'assurer le bon fonctionnement de l'économie des capitalistes, et de permettre aux capitaux des secteurs de la défense, de la construction navale et des semi-

conducteurs de faire des profits grâce à l'économie des États-Unis ! Ce que le gouvernement Lee Jae-myung appelle « l'intérêt national » n'est en fin de compte que « l'intérêt de la classe capitaliste sud-coréenne », et ce qu'il appelle « la diplomatie pragmatique » revient, au nom des intérêts des capitalistes, à envoyer des jeunes, pour la plupart futurs ouvriers, servir de chair à canon. [...]

Le fait que des informations concrètes sur l'envoi de troupes aient fuité, lors du remaniement ministériel du 30 août, après la nomination au poste de ministre de la Défense d'un ancien général du Commandement des forces combinées Corée-États-Unis est très révélateur. L'ennemi principal est bien dans notre propre pays !

Extraits

de LO France du 16/09/2026

**Travailleurs,
forgeons**



**nous-mêmes
notre avenir !**

**Suivez nous
sur les réseaux:**

Lutte Ouvrière Belgique

Email: contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be